



Mardi 12 mars 2013

Communiqué de presse

**Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste
Estelle Grelier, Secrétaire nationale aux Politiques européennes**

Le Parti socialiste condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles atteintes aux libertés commises par le gouvernement conservateur de Viktor Orban.

Le Parti socialiste condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles atteintes aux libertés commises par le gouvernement conservateur de Viktor Orban.

La nouvelle modification de la Constitution hongroise est une atteinte de plus aux libertés démocratiques et aux principes fondamentaux de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, en particulier sur la séparation des pouvoirs.

L'indépendance du système judiciaire sera fortement affaiblie par cette nouvelle Constitution: la présidente de l'autorité de tutelle, une affidée du pouvoir, pourra décider seule à quels magistrats elle confiera certains dossiers.

De même, la nouvelle Constitution réintroduira des dispositions annulées par la Cour constitutionnelle restreignant les droits des personnes sans domicile, ou donnant une définition légale de la famille particulièrement restrictive.

Le Parti socialiste déplore le comportement de Viktor Orban, resté sourd aux

demandes répétées de l'Union européenne de respecter ses principes fondamentaux. Nous soutenons les forces de la société civile et l'opposition sociale-démocrate qui se battent pour une constitution respectueuse des libertés publiques en Hongrie.

Nous demandons au Parti Populaire Européen (PPE), dont l'UMP est membre, de clarifier sa position. La dérive du régime Orbán, au cœur même de l'Europe, est dangereuse. L'UMP doit cesser de l'absoudre au nom de la solidarité du Parti Populaire Européen.